



Union Syndicale CGT Trésor des Bouches- du- Rhône
183 avenue du Prado 13008 Marseille
Tél. 04 91 17 92 06- Fax. 04 91 17 92 33
cgt.013@dgfip.finances.gouv.fr
www.tresor.cgt.fr/13/

Service des Impôts des Particuliers **CTPD du 18 février 2009**

Monsieur le Trésorier- Payeur Général, qu'êtes vous en train de faire aux agents, aux contribuables de notre département ?

En préambule aux travaux de ce CTPD, la CGT a fait une déclaration.

Cette intervention syndicale a eu pour effet de faire « passer les anges » tellement le silence des réponses à nos deux questions a été lourd. Lourd comme un masque ? ! Pourtant les questions étaient simples et prévisibles parce que légitimes.

- Monsieur le Trésorier- Payeur Général, qu'êtes vous en train de faire aux agents, aux contribuables de notre département ?
- Monsieur le Trésorier- Payeur Général, quels sont vos projets concernant le réseau comptable et les trésoreries de proximité ?

Le silence des réponses a plané en rase-mottes.

Pull UP, Pull Up !! Redresse Redresse ! [! MAYDAY MAYDAY](#) !! semblait se dire le pilote dans son fort (et cossu) intérieur ...

Mais où est donc la manette du train d'atterrissage ?

A ces deux questions, pas de réponses... de l'administration locale. Nous laisserons donc juges les agents du département... sur la mobilisation nécessaire pour le 19 mars 2009 !

Changer de cap, c'est possible ! D'autres choix sont nécessaires !

Pourtant nous avons pris le soin de préciser que « pour les agents tant des impôts que du Trésor, l'inquiétude est grande, l'inquiétude est vive. Mais ce n'est pas d'être rassuré dont ils ont besoin. C'est que les inquiétudes soient levées ».

Déclaration des représentants CGT Trésor 13

Extrait

Vous pouvez retrouver l'intégralité de notre déclaration sur notre site, rubrique CTPL

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour examiner dans le cadre du CTPD le plan local de déploiement du Guichet Fiscal Unifié en 2009 pour notre département.

1/ Pour la CGT (...) la fusion DGI/ DGCP obéit à des choix politiques et sociétaux qui sont (...) très loin de la volonté affichée d'un meilleur accueil des usagers et d'une amélioration de la qualité du service public économique, fiscal et financier.

2/ Le cœur de cible des restructurations en cours reste l'emploi public et le statut. 63 suppressions d'emplois à la DGFIP dans les Bouches-du-Rhône dont 26 au Trésor pour l'année 2009. (...)

Les suppressions d'emplois viennent alimenter la concentration des services (fusions de trésoreries, spécialisations, SIP) et nourrir l'ambition d'une conception taylorienne de la division du travail avec front-office et back-office (...)

3/ (...) la volonté de faire de l'encadrement actuel les « managers opérationnels », porteurs des « valeurs » de l'entreprise grâce à un management mâtiné de quotas de bonifications et de sudoku synoptique : nous faisons bien sûr référence à la notation (...)

4/ (...) au projet d'instituer pour tous les agents de l'Etat, quelle que soit leur catégorie, la modulation du traitement avec la prime à la performance et au résultat. Prime PFR dont les effets pourront réduire à néant à l'horizon 2012, pour de nombreux agents des impôts ou du Trésor, l'actuelle et mineure harmonisation indemnitaire DGI/DGCP.

5/ Avec 63% de grévistes dans les services du Trésor 13, soit 685 agents A, B et C, 75% à la DSF Marseille, 60% à la DSF d'Aix, il semble que le vécu actuel des agents tout grade confondu pèse davantage que les promesses d'avenir qui leurs sont faites.(...)

6/ (...) Besoin d'affichage que nous retrouvons dans le calendrier et la feuille de route donnés aux directions locales par la DGFIP pour mettre en place à marche forcée des Services des Impôts des Particuliers. (...)

(...) Dans notre département, et nous renvoyons directement à la lettre ouverte que vous ont adressé les organisations syndicales le 13 janvier 2009, la précipitation n'a pas été bonne conseillère jusqu'à présent concernant les choix de restructurations que vous avez opérés.(...)

7/ (...) Concernant le plan de déploiement des SIP, et peu importe l'année concernée, nous ne partageons pas le fond et la forme des choix qui sont actuellement réalisés. La CGT n'a jamais été pour le statut qui concernait nos missions, leurs périmètres et l'organisation du réseau.

Nos propositions d'Hôtel des Finances et de maisons des finances sont plus que jamais pertinentes pour la continuité du service public républicain, pour l'aménagement du territoire et des quartiers, pour le développement des missions.

8/ Nous continuons d'affirmer toute la validité de la séparation ordonnateur comptable, comme nous continuons d'affirmer qu'il est possible de décloisonner nos administrations, de réfléchir à une nouvelle présence territoriale, à construire des coopérations entre différentes administrations et renforcer les liens avec nos partenaires institutionnels.

9/ Ces propositions s'appuient également sur le développement et la reconnaissance des qualifications des agents, sur l'amélioration des conditions de travail, sur l'égalité d'accès et de traitement des usagers et contribuables.

L'accueil conjoint, chacun dans ses compétences, et l'utilisation des nouvelles technologies peuvent permettre d'améliorer la qualité de nos services et la disponibilité de ceux-ci.

10/ L'accueil commun, le front et le back office, la concentration sur des points d'entrée unique appelés SIP tournent le dos à cette opportunité.

Nous devons aujourd'hui examiner le calendrier 2009 de mise en place des SIP ; celui de **Tarascon**, et puis ceux qualifiés de seconde vague : **Salon-de-Provence** avec **fermeture de la Trésorerie d'Eyguières**, et ceux de **Marseille 1^{er}**, **Marseille 5/6** et **Marseille 8^{ème} arrondissement**.

(...) Nous attendons toujours les statistiques de fréquentation de nos services que vous deviez nous fournir. Il n'y a rien dans les documents du CTPD.

Il y a quelques jours, les directions locales nous ont expliqué en présence de l'ergonome du ministère, que les plans prévus pour les SIP de Marseille étaient caducs. Qu'il fallait tout revoir.

Le surlendemain de cette audience nous recevions la convocation pour ce Comité Technique Paritaire Départemental avec à l'ordre du jour la création de ces mêmes SIP.(!)

11/ (...) Les organisations syndicales vous ont demandé un moratoire sur les SIP en janvier. Cette question gage du terrain. Lundi 19 février 2009 se sont déroulés les Etats Généraux de la Région

PACA, dont le thème central était la **RGPP** et ses conséquences sur **l'avenir des Services Publics dans les territoires**. Ces états généraux se sont déroulés après une série de forums dans les départements de PACA. Les élus, maires, conseillers régionaux et généraux, députés, comme les associations et les syndicats ont demandé **un moratoire sur la RGPP**.

L'idée que d'autres choix sont possibles et nécessaires fait donc son chemin.

Les représentants CGT Trésor 13

Documents du CTPD



Lors de ce CTPD, la CGT a (une fois de plus) fait remarquer à l'administration que les représentants du personnel ne disposaient pas des éléments nécessaires pour mener un débat contradictoire avec l'administration dans l'intérêt des agents et des services ; ainsi en est-il des statistiques de fréquentation de nos guichets ou de celles concernant les opérations effectuées.

Ces éléments doivent être accablants pour les projets de SIP... Alors ils sont mis en réserve, cachés, sous scellés... Sont ce les projets de SIP ou les statistiques de fréquentation qui exhalent comme une odeur de soufre ?

Ainsi, c'est en cours de séance que des éléments concernant le SIP de Tarascon ont été remis aux syndicats !

SIP de Tarascon



L'administration prise la main dans le SIP (fantaisie militaire)

3 emplois sont ouverts sur le SIP pour le 1^{er} avril 2009. En l'état, ils sont prélevés sur la Trésorerie de Tarascon qui devient spécialisée en secteur public local à cette même date.

La recette préconisée par l'administration pour mettre en place le SIP ?

Elle est simple et peu onéreuse : « le bon sens des agents » et « l'entraide » !

Car c'est bien connu, nos missions sont binaires, et pour l'administration, la bonne marche d'un SIP est militaire : 1^{er} temps on recouvre, 2d temps on calcule l'impôt et puis 1^{er} temps on encaisse et 2d temps on met les pieds dans l'assiette ? et inversement ? Quelle farandole !

Ce n'est pas sérieux. C'est aussi pour cela que la CGT a voté contre le SIP de Tarascon. Sud a voté contre, Fo s'est abstenu et l'administration a voté pour.

SIP Eyguières et Salon SIP Marseille 1 ; 5/6 et 8^{ème}

Ces projets de SIP font partie de la « seconde vague ». La date « indiquée » pour leur installation est le 1^{er} décembre 2009.

SIP Salon : Rappelons ici que cela signifie **la fermeture de la Trésorerie d'Eyguières**, et l'éclatement de celle de Salon-de-Provence. La Trésorerie de Salon se spécialisant et recevant le secteur Public local d'Eyguières, la mission fiscale étant transférée dans le SIP au sein du Centre des Impôts.

SIP Marseille 1 ; 5/6/8 et accueil transversal : Voir notre **déclaration...** L'administration a tenu à préciser que les entreprises seront reçues directement dans les étages de l'Hôtel des Finances par les Services Impôts Entreprises. Par déduction, le contribuable lambda fera la queue... au guichet unique. Après la partition de la fiscalité entre particuliers et entreprises, voilà la suite logique de l'égalité d'accès et de traitement des usagers...



SIP Marseille Prado Borde

Pour la CGT Trésor 13, ni les locaux, ni la situation géographique, ni les choix organisationnels retenus, (particulièrement l'accueil transversal pour 4 arrondissements et 1 seule caisse) ne peuvent répondre aux réalités auxquelles seront confrontés les contribuables et les agents.

Cas particulier des SIP 1 et 5/6 qui sont constitués à partir de l'éclatement de la Trésorerie Marseille 1/6 et transfert du 6^{ème} arrondissement sur la Trésorerie de Marseille 5^{ème}.

Grâce à la vigilance et à la bonne anticipation de notre direction locale, ces 2 SIP qui verront peut-être le jour au 1/12/2009 ont été préfigurés en fin d'année 2008.

Sauf que...

Les contingences techniques étaient supposées maîtrisées par nos responsables. Depuis le 1er janvier 2009 ce sont deux trésoreries différentes qui existent, celle de Marseille 1er et celle de Marseille 5/6^{ème}.

Rappelons nous, le 29 décembre, le décret de fusion 5/6 est paru.

Comment s'en rappeler ? Le dossier n'a pas été évoqué en CTPD avant la parution du décret ! Et le TPG de proposer au vote le principe de la fusion de ces 2 arrondissements financiers le 18 février 2009, 1 mois et demi après ! **Les syndicats ont bien sûr refusé de prendre part au vote !**

Sauf qu'au delà de l'affichage, il y a du boulot et il y a des agents!!!

Et notre direction locale a tellement bien "anticipé", qu'aujourd'hui à effectif constant, les collègues du 5^{ème} doivent gérer également le 6^{ème} arrondissement.(les nouvelles impositions 2009, les dégrèvements, les cessions de fonds de commerce, les RJ/LJ.....et du public supplémentaire !).

Cerise sur le gâteau avec la mensualisation : les contrats du 6e ont été transférés dès le 1er janvier à la Trésorerie 5/6 sans que les contribuables en soient avisés!!!

Et voilà nos collègues de la Trésorerie du 1^{er} transformés en virtuose de l'accueil "inter-trésoreries".

Comme tout est fait dans la transparence et surtout pas en catimini..., la direction locale ne s'est pas adressée aux services idoines qui auraient pu alerter la direction sur les conséquences de cette "anticipation".

Bien sûr ce sont nos collègues du 1^{er} et du 5/6^{ème} qui doivent gérer la masse des difficultés ainsi créées avec tout "le bon sens" et "l'entraide" qui siéent tant à notre direction mais dont elle manque cruellement!

Espérons au moins que notre demande de renfort durable sur la TP 5/6^{ème} sera suivie d'effets.

Là encore, après notre intervention, quand nous disons tout haut ce que tout le monde pense tout bas, nous avons eu droit à la soupe à la grimace.

Sauront-ils dépasser leurs errements et tirer les leçons de ce grand flop afin d'éviter les mêmes écueils à nos collègues des futurs SIP 7/9/10^{ème} 11/12^{ème} et 4/13^{ème} qui se construiront après éclatement des trésoreries existantes ?

En tout cas ce dont nous sommes sûr, c'est que la CGT continuera à combattre la mise en place des SIP qui ne répondent en rien aux besoins des usagers, usagers que nous sommes également.

Ponts naturels pour lesquels tu poses un jour ARTT : 22 mai et 13 juillet sous réserve d'une modification nouvelle relative aux jours comptables, le 13 étant un lundi.

Vote : Pour Administration et FO Abstention : CGT et Sud

Deux emplois de cadre A (RP) sont créés sans suppressions de B. (comme quoi c'est possible !)

Retrouvez les infos syndicales sur

www.tresor.cgt.fr/13

et entre 2 contribuables ou deux mandats...

Pensez à vous syndiquer !... à la CGT.